

RAPPORT ANNUEL

SERVICE SOCIAL DE L'ARMÉE

2024

A white compass rose graphic is positioned behind the number '0' in '2024'. The compass rose has a circular border with eight points and a central needle pointing towards the top-right.

Chiffres clés 2024

3355 appels

sur tél. No 0800 855 844

943 e-mails

à sozialdienst.persa@vtg.admin.ch

1978 dossiers

nouvellement saisis

0,713 mio.

dépenses

128 assistances

de patients militaires et de leurs survivants (veuves)

9 collaborateurs

SSA

59 (+12 aspirants internes)

conseillers sociaux de milice

Chiffres clés 2023

2924 appels

sur tél. No 0800 855 844

812 e-mails

à sozialdienst.persa@vtg.admin.ch

1881 dossiers

nouvellement saisis

0,583 mio.

dépenses

120 assistances

de patients militaires et de leurs survivants (veuves)

9 collaborateurs

SSA

56 (+8 aspirants internes)

conseillers sociaux de milice

Inhalt

Préface du chef du service social de l'armée 2	2
Rapport du chef du domaine du service social de l'armée	2
Organigramme SSA	8
La formation des officiers spécialisés du service social de l'armée	10
Contrôle qualité de notre état-major spécialisé	14
Planification des engagements aujourd'hui et à l'avenir	16
La fin probable du service militaire	18
PRO IURE – un élément important de l'offre du SSA	20
Le service social de l'armée : un soutien compétent et une formation enrichissante	22
Mon stage de Haute-Ecole au service social de l'armée (SSA)	23
Contacts 2022–2024	24
Contacts 2024	25
Comptes / Budget	26
Aides financières par canton	28
Dépenses pour l'aide 1918–2024	29
Patients militaires et survivants	30
Aides financières par ER et CR	31
Organisation des loisirs	32
Recrues suisses provenant de l'étranger	32
Lessive du soldat Münsingen	33
Linge de corps : remise aux militaires	33

Editeur
Service social de l'armée
Rodtmattstrasse 110, 3003 Berne

Téléphone : 0800 855 844
E-mail : sozialdienst.persa@vtg.admin.ch
Sites web : [https://www.vtg.admin.ch/fr/
service-social-de-larmee](https://www.vtg.admin.ch/fr/service-social-de-larmee)

Premedia
Centre des médias numériques de
l'armée MNA, 82.001 f



Préface du chef du service social de l'armée

Brigadier Markus Rihs

Chef du personnel de l'armée et chef du service social de l'armée

« La défense nous concerne tous »

L'armée suisse se concentre de plus en plus sur le rétablissement de sa capacité de défense. Après une longue phase au cours de laquelle les engagements subsidiaires et les prestations de soutien aux autorités civiles étaient au centre des préoccupations, on assiste désormais à un net déplacement des priorités. Cette évolution a des répercussions sur presque tous les domaines au sein de l'armée et me préoccupe également en tant que chef du personnel de l'armée et chef du service social de l'armée.

L'examen critique permanent de nos processus fait tout autant partie de nos tâches que la garantie de la résilience de nos collaborateurs civils et de la composante de milice du service social de l'armée. Je suis convaincu qu'un entraînement intensif en formation dans des conditions difficiles pose la première pierre de notre travail en cas de crise ou de situation extraordinaire. Nous devons être capables de fournir nos prestations même lorsque des cyberattaques mettent à mal nos réseaux, que les moyens de communication civils sont en panne ou que nos bâtiments administratifs sont temporairement inaccessibles.

La troupe en mission a le droit d'exiger que notre travail reste disponible sans restriction, même lorsque la situation se complique un peu pour tout le monde dans ce pays. Ainsi, le service social de l'armée dispose de places de travail dans une installation protégée que nous exploitons en tant que Personnel de l'armée et que nous mettons en pratique chaque année. La milice elle-même est en outre préparée par l'état-major spécialisé SSA à accomplir son travail dans n'importe quel endroit de Suisse. Avec ou sans électricité, avec ou sans accès à un réseau. Les concepts d'exercice dans la formation spécialisée des conseillers sociaux de milice se conforment donc très semblablement aux exercices d'endurance dans la formation ordinaire des cadres. A la place du bazooka, les conseillers sociaux attachent toutefois leur ordinateur portable à leur sac à dos de combat et, au lieu d'un dispositif de garde, les cadres de l'état-major spécialisé SSA exploitent un centre de suivi de la situation, planifient des processus de triage et des entretiens de conseil. L'objectif est clair : être une organisation militaire avec une colonne vertébrale civile et non l'inverse. Tout investissement dans cette formation est mûrement réfléchi et judicieux.

Dans le présent rapport annuel, vous pouvez suivre la manière dont le SSA a rempli sa mission en 2024 et les projets sur lesquels il travaille. Une fois de plus, la troupe a eu recours à davantage d'entretiens de conseil. Cela s'explique d'une part par les offres supplémentaires comme LAVORO ou PRO IURE, mais aussi par le nombre actuellement très élevé d'entrées en service dans les écoles de recrues. Dans le domaine des dépenses, on constate à nouveau une augmentation des chiffres en 2024. Le domaine du suivi des patients militaires a notamment connu une nette augmentation et est dû au travail intensif du SSA pour améliorer la communication pour les personnes concernées et pour rendre sa propre offre la plus accessible possible.

Je me réjouis que nous ayons pu recruter, au sein de l'équipe civile et de l'état-major spécialisé SSA, des spécialistes confirmés et expérimentés, qui se qualifient notamment par leur engagement et leur motivation supérieurs à la moyenne. Cet engagement en faveur de notre armée de milice ne va pas de soi et je remercie les collaborateurs et l'état-major spécialisé SSA pour leur précieux travail.

En outre, mes sincères remerciements s'adressent en particulier au Fonds social pour la défense et la protection de la population, au Don national suisse, aux fondations Winkelried des cantons de Zürich, Berne, Lucerne, Thurgovie et Haut-Valais, à la fondation PONTE, à la fondation du général Henri Guisan ainsi qu'à la fondation Rudolf Pohl. Leur volonté de soutien est remarquable !

Je considère comme un privilège d'être en route avec des personnes aussi généreuses et motivées et vous souhaite une lecture passionnante du présent rapport !

Votre brigadier Markus Rihs



Rapport du chef du domaine du service social de l'armée

Diego Kesseli

C'est avec tristesse et perplexité à bien des égards que nous jetons un regard en arrière sur une année au cours de laquelle nous avons dû enregistrer un nombre inhabituellement élevé de décès en service. Alors que l'année précédente, il s'agissait encore d'une tendance avec l'espoir d'un dérapage statistique, l'évolution s'est malheureusement confirmée en 2024. Outre les accidents, les suicides en particulier laissent de nombreuses questions ouvertes et douloureuses. Chez les proches, les camarades, mais aussi chez nous. Tous les cas ont en commun le fait qu'aucun modèle ne peut être identifié. Avec une telle situation de départ, la prévention dans ce domaine est très exigeante. Il est donc d'autant plus important d'en parler. En interne surtout, mais aussi avec vous.

Il est de notre devoir d'œuvrer chaque jour pour que nos offres de prise en charge soient efficaces, rapides et surtout irréprochables sur l'ensemble du territoire. Alors que nous avons, en tant que service social de l'armée, une mission d'identification dans le domaine des maladies psychiques et que nous proposons des solutions de traitement civiles, nous pouvons, grâce à nos moyens et à nos méthodes, contribuer de manière décisive et surtout efficace à lutter contre d'autres facteurs de risque tels que le manque de perspectives ou le désespoir. Notre conception des choses reste inchangée : Si un(e) camarade traverse une crise personnelle ou sociale, nous prenons nos responsabilités. Il est notamment important que ce ne soit pas nous, mais les clients et clientes qui décident si notre travail est terminé. Celui qui souhaite notre accompagnement, même s'il n'y a objectivement soi-disant plus rien à régler, reçoit également ce suivi.

Sur de nombreux sujets, nous devons accepter que nous ne pouvons jouer qu'un rôle de réaction et non d'organisation. Néanmoins, nous aspirons à un état final dans lequel tous les militaires savent et peuvent avoir confiance dans le fait qu'ils seront soutenus et accompagnés, même dans les situations les plus difficiles. Même si nous agissons en tant que conseillers sur des thèmes qui trouvent probablement leur origine dans le civil. Lorsqu'il s'agit du bien-être de nos camarades en service, nous ne devons pas gaspiller notre énergie à rechercher les causes.

Bien sûr, ce niveau d'ambition nous place devant des défis. Cependant, peu d'autres organisations exigent autant des citoyens de ce pays que l'armée. Cette réalité nous engage et nous acceptons volontiers cette tâche. Notre structure hybride, avec du personnel civil et militaire issu de la milice, une implantation au sein de l'administration fédérale et un mandat direct des œuvres d'entraide militaires, nous permet d'avoir une organisation très efficace et orientée vers les solutions, avec des voies de décision extrêmement courtes. Ce sont des facteurs essentiels pour la fourniture de nos prestations. La mise en œuvre rapide de nouveaux projets comme celui des familles d'accueil en est un exemple. Dans cet exemple, moins de six mois se sont écoulés entre l'identification d'un problème, le projet pilote et la mise en œuvre du processus. Nous sommes très reconnaissants d'avoir pu créer une offre en peu de temps et d'avoir pu placer jusqu'à présent une quinzaine de recrues dans des familles d'accueil.

Au cours de l'année sous revue, nous avons également beaucoup investi dans la formation et dans notre propre capacité à diriger dans des conditions difficiles. Nous ne nous préparons pas seulement aux affaires courantes, qui sont extrêmement importantes, mais nous gardons toujours un œil sur les interventions futures possibles. Dans ce contexte, nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir une zone de confort. Nous apprenons surtout lorsqu'un produit ne suffit pas dans le scénario ou lorsqu'une planification – de notre part ou de celle de nos cadres – échoue. C'est désagréable et, en règle générale, ces exercices se déroulent dans un stress considérable et provoqué. Je suis très reconnaissant de pouvoir compter, au sein de notre état-major spécialisé, sur des camarades conscients de cette responsabilité et prêts à s'engager pour l'état-major spécialisé SSA, bien en dehors de toute zone de confort.



Vous trouverez, aux pages 10 – 13, un aperçu approfondi de la formation au sein du SSA par notre cheffe de la formation, l'of spéc Sabina Calastri.

Madame Nadia Favre-Maître, qui est également notre cheffe conseil et prestations au sein de l'état-major spécialisé, nous fait part de son domaine d'activité, aux pages 14–15.

Nicole Fischer-Favrat, notre planificatrice des engagements, vous explique en pages 16–17 comment sont planifiées nos engagements.

Madame Deborah Riesen vous donne un aperçu de notre projet visant à mieux informer les patients / tes militaires de l'armée, aux pages 18–19.

L'of spéc Dieter Eglin vous informe, aux pages 20–21, de notre offre en matière de conseil social pour les questions juridiques.

La formation de stagiaires est pour nous un enrichissement, tant sur le plan civil que militaire. Florian Binder et Sandrine Freymond, nos formateurs pratiques, vous donnent, en pages 22–23, un aperçu approfondi de ce que signifie un stage au SSA.

Je remercie tout particulièrement les collaborateurs du SSA pour leur engagement sans faille, que ce soit au service direct de la troupe, dans l'instruction ou dans le soutien de notre milice. Je remercie également les spécialistes pour leur engagement et les échanges collégiaux et professionnels de haut niveau qui nous permettent d'avancer ensemble.

Au nom du SSA et des personnes soutenues, je tiens à remercier les œuvres de bienfaisance et les fondations pour leurs généreuses contributions et leurs échanges toujours précieux :

- Don national suisse (DNS)
- Fondation Fonds social pour la défense et la protection de la population
- Fondation du Général Henri Guisan
- Fondation Rudolf Pohl
- Fondation bernoise Winkelried et Laupen
- Fondation zurichoise Winkelried
- Fondation lucernoise Winkelried
- Fondation thurgovienne Winkelried
- Fondation Winklerliid du Haut-Valais
- Fondation PONTE

Nous remercions également les institutions et les personnes suivantes :

- Cevi Militär Service
pour la remise du linge de corps
- In Memoriam Fribourg
pour la prise en compte des patientes et patients militaires du canton FR
- Blanchisserie du soldat à Münsingen
pour le traitement des boîtes à linge
- Nos familles d'accueil
pour avoir permis à nos camarades d'avoir un logement temporaire

Votre engagement nous permet d'apporter un soutien rapide et efficace aux personnes en situation difficile.

Je remercie mon supérieur, le brigadier Markus Rihs, pour la confiance qu'il m'a accordée.

Salutations amicales,
Diego Kesseli

Organigramme SSA



Diego Kesseli
Chef D SSA



Nicole Fischer-Favrat
*Collaboratrice
spécialisée SSA
jusqu'au 30.11.2024*



Daniel Nyffenegger
*Collaborateur
spécialisé
SSA finances*



Lea Schranz
*Collaboratrice
spécialisée SSA
depuis 01.12.2024*



Corinne Stettler
Rempl Chef D SSA



Deborah Riesen
Conseil social (d)



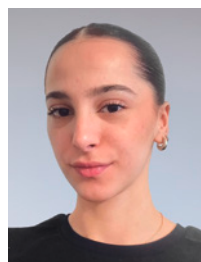
Nadia Favre-Maître
Conseil social (f)



Sandrine Freymond
Conseil social (f/i)



Florian Binder
Conseil social (d/f)



Nursen Gozübüyük
*Stagiaire de haute école
01.03.2024-
31.08.2024*



Patrick Zürcher
*Stagiaire de haute école
01.09.2024-
28.02.2025*

La formation des officiers spécialisés du service social de l'armée : un pilier stratégique pour un soutien militaire humain et efficace

of spéc (maj) Sabina Calastri

La formation des spécialistes du service social de l'armée (SSA), dans leur fonction de conseillers sociaux, est un élément essentiel pour garantir que les femmes et les hommes exerçant cette fonction soient préparés à faire face à toutes les situations, tant sur le plan humain que sur le plan technique (soit les compétences méthodologiques, personnelles et sociales utiles pour leur fonction). Concevoir un parcours de formation spécifique et rigoureux pour ces officiers spécialisés n'est pas seulement un investissement dans des compétences techniques, mais également un engagement stratégique pour construire un état-major (EM) spécialisé, capable de répondre efficacement aux besoins des militaires qui sollicitent le SSA.

1. Pourquoi la formation des officiers du SSA nécessite une préparation en amont

Une partie de nos futurs officiers spécialisés du SSA sont incorporés à l'EM spécialisé sur postulation, après avoir effectué une école de recrue et au moins un cours de répétition dans une autre troupe pour les hommes et femmes qui ont choisi le cursus militaire standard. Une autre grande partie sont des personnes volontaires pour faire du service : des hommes qui ont déjà fini leurs jours de service de milice et qui reviennent chez nous ou alors des femmes qui n'ont pas encore d'expérience du service militaire et qui feront, si elles sont acceptées au SSA, plusieurs semaines d'école de recrue afin de connaître le contexte dans lequel elles vont évoluer dans le cadre de leur fonction de conseillères sociales. Tous les futurs spécialistes passent par un entretien avec les collaborateurs civils du SSA, qui constitue l'état-major central du SSA. Ces derniers décident de leur incorporation ou non au sein du SSA. La machine est lancée dès l'acceptation de

faire une école de recrue et / ou dès leur changement de leur incorporation. S'ensuit un stage de formation technique (SFT) de 3 semaines obligatoire pour répondre à leurs futures fonctions de conseillers sociaux.

La formation d'un officier spécialisé du SSA requiert une planification minutieuse et une vision stratégique, car le travail qu'ils devront accomplir est intrinsèquement lié à l'empathie et à la capacité de coordonner des connaissances techniques dans toutes les situations. Contrairement à d'autres fonctions militaires qui peuvent s'appuyer principalement sur des compétences opérationnelles et / ou tactiques, le travail des officiers spécialisés du SSA s'inscrit dans un réseau plus large de service de soutien, de conseil et d'accompagnement.

C'est pourquoi, la préparation des officiers spécialisés du SSA doit être pensée et organisée en amont, bien avant le moment où ils seront appelés à intervenir, mais également durant tout le long de l'année, afin de les maintenir à jour sur les différentes lois utiles ainsi que les procédures du SSA, qui en découlent.



2. Formation en amont : Le stage de formation technique (SFT)

Dans le programme de formation du SSA, un module est particulièrement significatif : le stage de formation technique, spécifique pour les nouveaux candidats. Ce module de 3 semaines en tout, en deux parties, fournit des outils indispensables, mais avec des approches et des objectifs distincts par semaine, pour répondre à des besoins différents et complémentaires.

Du 21 octobre au 1^{er} novembre 2024, les candidats officiers spécialisés du SSA ont participé à cette deuxième partie de stage de formation technique, les confrontant à des problèmes concrets et leur permettant de tester leurs connaissances et leurs compétences dans des scénarios réalistes. La première semaine comportait de la théorie nouvelle ou en répétition, sur des sujets importants pour leur fonction de conseillers sociaux (application du droit, du budget SSA, de la loi sur les APG, désendettement, conduite d'entretien), complétée par plusieurs exercices pratiques.

La deuxième semaine comporte toujours un exercice militaire sur le terrain, avec une mise en situation. Cette fois-ci, les candidats officiers spécialisés ont eu pour mission, la création d'un Family

Assistance Center (FAC), soit un centre d'assistance aux familles destiné à soutenir les proches des militaires impliqués dans des situations de crise. Au cours de cette phase, les candidats ont appris à concevoir, planifier et gérer des opérations d'assistance complexe.

Ce stage de formation technique ne se limite donc pas à un entraînement théorique : chaque situation est construite pour inciter les candidats à réfléchir et à mobiliser leurs compétences, dans laquelle ils doivent utiliser leurs connaissances professionnelles avec de l'empathie et de la flexibilité, dans un contexte militaire.

3. Formation tout au long de l'année

Pour maintenir le niveau élevé de compétences et connaissances techniques, personnelles et militaires que nous demandons aux spécialistes du SSA, l'état-major central doit également assurer une formation continue dans ce sens. Voici, quelques points clefs dans la formation tout au long de l'année, proposée à nos officiers spécialisés :

La formation continue facultative : Depuis plusieurs années maintenant, l'état-major central du SSA propose des formations continues avec certificat à la clef, en collaboration avec des hautes écoles et / ou référent expert de leur domaine, en général sur 2 jours, une fois en français et une fois en allemand. Ces formations tournent autour des sujets importants pour le conseil social. Pour exemple, la formation 2024 se basait sur « l'approche centrée sur les solutions » durant un entretien de conseil. En 2025, l'état-major central du SSA propose à ses officiers une formation sur la santé mentale.

- **L'intervision facultative :** L'engagement des officiers spécialisés est très individuel. Ils sont indépendants et se retrouvent seuls durant leur entretien en caserne, face à des militaires avec des attentes. Il paraissait donc primordial pour l'état-major central du SSA de donner de la place et du temps aux officiers spécialisés, d'analyser et de questionner leurs propres pratiques et leur difficultés rencontrés durant les entretiens. Dès lors, chaque année, 1 à 2 jours d'intervision, en français et en allemand,

sont proposés aux officiers spécialisés pour qu'ils puissent venir discuter d'une situation vécue difficile durant leur entretien. L'idée étant de partager les savoirs de chaque participant et de repartir avec une ouverture d'esprit différente et de nouvelles idées pour leurs futurs entretiens de conseil.

- **La remise à niveau des connaissances :** Chaque année comporte un cours d'état-major sur 3 jours, obligatoire pour tous. C'est le moment idéal pour acquérir de l'expérience pratique et exercer des mises en situation de déploiement d'urgence de l'état-major spécialisé du SSA. C'est également le moment choisi pour effectuer un refresh sur les lacunes potentielles constatées par l'état-major central, qui est attentif et qui vérifie chaque entretien de conseil donné par les officiers spécialisés. Les collaborateurs civils du SSA examinent chaque entretien de conseil mené par la suite et donne un feed-back écrit à la personne qui a mené l'entretien.





- **L'entraînement au tir :** Tous nos officiers spécialisés sont équipés d'un pistolet. Il est donc primordial qu'ils sachent s'en servir. Le SSA organise, dans ce sens, une journée de tir par année pour tout l'état-major spécialisé. Il s'agit d'une journée consacrée à travailler avec son arme et à s'entraîner sous la supervision d'un expert. Ce n'est pas seulement une pratique technique, mais un véritable « exercice de lucidité », où chaque officier spécialisé perfectionne sa précision et son contrôle, en affinant sa réactivité mentale et sa concentration, comme dans une partie stratégique. La journée se termine par une grillade collective, un moment de détente qui transforme l'intensité de l'entraînement en moment convivial. Parce que le SSA, c'est aussi l'envie de créer une belle cohésion de groupe, semblable à une harmonie que l'on peut retrouver au sein d'un orchestre après une répétition.

4. L'importance de la formation pour le SSA

Anticiper et organiser la formation est essentiel, car les compétences et la mentalité requises des officiers spécialisés du SSA sont le fruit d'un parcours progressif, dans lequel chaque exercice et chaque leçon s'accumulent pour créer un bagage de connaissances et de compétences solides. Pour être efficaces dans leur fonction, les officiers spécialisés du SSA doivent être préparés non seulement techniquement, mais aussi émotionnellement, afin d'être prêts à soutenir des personnes en situation de besoin, voir quelque fois de détresse.

De plus, la formation permet d'identifier et de corriger d'éventuelles faiblesses ou lacunes dans les compétences, afin que chaque officier spécialisé soit opérationnel avec toutes les ressources nécessaires.

5. Une base solide pour l'avenir

Dans l'ensemble, la formation des officiers spécialisés du SSA est bien plus qu'un simple entraînement technique : c'est un investissement à long terme dans une ressource humaine qui aura un impact décisif sur le moral, la confiance et la résilience des militaires en service. Les situations vécues au cours de la formation servent à créer des officiers spécialisés non seulement préparés, mais aussi capables de faire face à l'incertitude et aux pressions de leur rôle. L'attention portée à leur préparation garantit qu'ils sont prêts à intervenir dans toutes les situations, faisant de la formation un véritable pilier stratégique pour l'efficacité du service social de l'armée.

Cet engagement à l'excellence constitue le cœur de la mission de formation du SSA : offrir à chaque spécialiste le bagage nécessaire pour être une ressource fiable et un point de référence, capable de répondre aux besoins des personnes, même dans les moments les plus délicats.

Contrôle qualité de notre état-major spécialisé

of spéc (maj) Nadia Favre-Maître

De 2018 à 2024, nous sommes passés, au sein de la milice du SSA, de 18 miliciens à plus de 60. Cette augmentation est un avantage pour gérer les besoins des militaires en service mais amène également quelques responsabilités en plus pour le personnel civil du SSA. Assez logiquement, en raison de la taille de l'état-major spécialisé, un état-major central a été créé avec différents domaines de base de conduite et de domaines d'activités, afin de diriger l'état-major spécialisé SSA. En tant que collaboratrice du SSA et milicienne également, j'ai endossé la responsabilité de la fonction S9 dans cet état-major central. Cette fonction a pour but plusieurs tâches, dont deux importantes : la gestion de la coordination entre les collaborateurs civils et la milice lors d'un engagement (comme le service d'appui durant le COVID par exemple) ainsi que la responsabilité du contenu de la partie conseil social et donc, des prestations que notre milice donne à l'extérieur. C'est sur ce deuxième point que je vais m'arrêter aujourd'hui dans cet article.

En effet, les cours de répétition de nos officiers spécialistes, en comparaison à d'autres cours de répétition, sont des engagements réels. Les entretiens qu'ils donnent en caserne durant les écoles de recrues sont prévus avec des militaires qui sont dans le besoin, soit de soutien financier, de soutien administratif ou encore d'une meilleure conciliation entre leur vie personnelle et leur vie militaire. Dans certaines situations, un entretien de 30 minutes suffit à ce que le militaire soit content de la solution proposée mais cela ne concerne qu'une partie des situations que nous traitons au sein du SSA. L'autre partie de nos entretiens se poursuivent sur plusieurs semaines, voire plusieurs mois, avec des entretiens téléphoniques ou en présentiel. Cette partie du travail, que j'apprécie le plus, nous permet d'être en relation avec les militaires, de proposer des pistes d'actions et / ou de solutions, au plus proche de ce qu'est, veut et vit vraiment le militaire. J'apprécie

particulièrement la liberté du travail social en général, d'utiliser mes connaissances théoriques et pratiques, mes expériences personnelles ainsi que mes connaissances intuitives. Décoder ce qui ne se serait pas verbalisé durant un entretien est un élément important dans un entretien et j'aime également que notre milice y soit attentive et entraînée.

Depuis 2022, nous intégrons la totalité de la milice au Commandement à Berne. Ils effectuent, chacun, au minimum, une semaine dans nos bureaux avec pour objectif d'exercer la prise de téléphone sur la Hotline du SSA et leur laisser la possibilité de suivre une situation de A à Z, si l'engagement le permet. Intégrer la milice dans nos bureaux pour qu'ils puissent faire notre travail demande beaucoup d'énergie, de patience et d'organisation de la part de l'équipe des collaborateurs civils. Cela demande des briefings et debriefings réguliers et une capacité de chaque employé civil de prendre le temps d'expliquer les étapes au lieu de les effectuer à leur place. Mais cela porte ses fruits : Après 2-3 passages à Berne, la milice est une vraie valeur ajoutée : Ils nous soulagent dans la prise de téléphone et le suivi de situation plus complexes et ils se rendent compte du travail que les collaborateurs civils font. Dès lors, leurs entretiens en caserne prennent plus de sens et la qualité de leurs écrits s'en trouve améliorée.

Dans le cadre de notre soutien aux militaires, nous ne pouvons pas nous permettre que les informations transmises soient erronées. Pour se faire, nous avons mis en place un contrôle qualité que j'améliore au fil de chaque début d'école de recrue. Chaque dossier traité par notre milice, soit environ 700 sur 3 semaines durant chaque début d'écoles de recrue, est contrôlé par les employés civils du SSA. Les 5 travailleurs sociaux se partagent les dossiers, les ouvrent, les lisent et annotent une remarque dans un fichier prévu à cet effet. Par la suite, à la fin

des engagements, je reçois les remarques de chacun de mes collègues et j'établis un feedback personnalisé à chaque milicien, sur les sujets suivants : la qualité de leurs compétences sociales et celle de leurs compétences techniques. Les remarques de mes collègues sont précieuses car elles me permettent de visualiser les lacunes et les qualités de la milice que l'on engage. Je vous confirme que lire la totalité des remarques de mes collègues me prend beaucoup de temps mais me permet également d'en gagner. En effet, cela me rend attentive aux sujets principaux qui posent le plus souvent problème et donc de me questionner sur la manière de faire passer l'information de notre côté. Dans les compétences techniques, je peux nommer, par exemple, le maintien de salaire durant l'ER, la différence entre les règles du code des obligations (CO), des conventions collectives de travail (CCT) et du contrat de travail.

Notre milice n'utilise ses sujets, en principe, que deux fois par année durant leur service militaire car il y a très peu de place de travail, dans le travail social et / ou dans le domaine juridique, où l'on traite des allocations perte de gain (APG). Dès lors, je comprends bien la complexité pour notre milice de rester à jour avec les informations qui concerne les APG et le droit du travail qui s'applique durant le service militaire.

Une fois mes feedbacks rendus, je prépare le refresh que j'effectue une fois par année, avec tout l'état-major spécialisé, durant le cours d'état-major. Je construis ce refresh sur la base de ce que je vois de la milice et des remarques de mes collègues. J'appuie sur les sujets sensibles et organise au besoin, des jeux de rôles pour que l'exercice ne soit pas que théorique. Mon défi est que chaque milicien soit à la pointe des dernières informations du fonctionnement du service social de l'armée autant sur les directives du SSA, que sur la loi sur les APG, la loi sur le droit du travail, etc...

Des retours déjà reçus de la part de la milice, la dernière amélioration que j'ai apportée aux Feedback leur convient et ils prennent plus facilement en considération les remarques qui leur sont faites. Je trouve important de ne pas généraliser les remarques. Je confirme : c'est long et laborieux. Cependant, le résultat est appréciable et apprécié. Cette manière de faire permet de mettre en avant leurs qualités, de les remercier pour leur engagement ainsi que de les connaître différemment et personnellement. Je me sens privilégiée d'avoir cette possibilité d'échange avec eux et je pense que l'impact est facilement quantifiable : leur motivation et leur disponibilité augmentent et avec ceci, la qualité du travail qu'ils fournissent aussi.

Notre état-major porte bien son nom : Il est spécialisé et contient des spécialistes d'une valeur inestimable. C'est une fierté d'avoir une fonction de leadership dans cette équipe.



Planification des engagements aujourd'hui et à l'avenir

Nicole Fischer-Favrat

Lorsque j'ai pris en charge la planification et la gestion des engagements en 2017, celles-ci se faisaient encore entièrement sur papier et un à un, avec chaque conseiller social de milice (nous avions alors un effectif de 20 spécialistes). Depuis, grâce au soutien actif de Daniel Nyffenegger, j'ai pu numériser la plupart des processus. Bien entendu, le contact personnel avec les personnes de liaison pour les questions sociales dans les écoles de recrues et avec les spécialistes est toujours aussi important et ne peut être remplacé par aucune machine.

Après les expériences faites lors de l'engagement du service d'appui « CORONA 20 », au cours duquel nous avons constaté que nous n'étions pas prêts pour les situations d'urgence avec 20 spécialistes,

l'état-major spécialisé du SSA a été progressivement élargi à plus de 60 conseillers sociaux de milice. A partir de 2022, des engagements d'une semaine de nos conseillers sociaux de milice sont venus s'ajouter, pour soutenir le commandement (cdmt) du SSA, pendant les débuts d'ER, ce qui a fait ses preuves. En raison des différents changements et besoins (projets tels que PRO IURE, LA-VORO, etc.) et de l'agrandissement de l'état-major spécialisé, j'ai eu besoin, à partir de l'automne 2021, du soutien du S1 (gestion du personnel) de l'état-major spécialisé SSA pour la planification de l'année suivante.

Pendant le cours d'état-major en automne 2023, la planification de l'engagement des entretiens dans les écoles de recrues, pour l'année 2024, a été

effectuée avec le soutien du S1 et d'une conseillère sociale de milice. La planification des engagements pour 2024 a pu être achevée avec succès à la fin du cours d'état-major. Pour la première fois, tous les conseillers sociaux de milice de l'état-major spécialisé SSA ont reçu leur planification pour l'année suivante à la fin du cours d'état-major. A cet égard, je remercie les deux membres de la milice pour leur formidable soutien. Comme d'habitude, la planification s'est faite sur la base des expériences des années précédentes, des informations des écoles de recrues, des connaissances linguistiques des conseillers sociaux de milice ainsi que de leurs disponibilités et, si possible, en tenant compte de leur lieu de domicile. En raison de l'augmentation des effectifs dans les écoles de recrues, nous avons planifié de manière généreuse nos conseillers et avec quelques réserves.

L'ER d'hiver 2024 a commencé et, dès le deuxième jour, la première annonce est venue d'une école de recrues : il y avait un nombre inattendu d'inscriptions pour les entretiens avec le SSA. Cette tendance s'est alors poursuivie et j'ai dû constater que, malgré des réserves généreuses, nous n'avions toujours pas assez de conseillers sociaux de milice à disposition. J'ai donc lancé un appel au sein de notre état-major spécialisé et, grâce à une très grande flexibilité, j'ai pu trouver des solutions pour toutes les écoles de recrues et les 749 entretiens sur place ont pu avoir lieu (ce qui représente environ 100 entretiens de plus que d'habitude). Après les entretiens, la situation a été analysée une nouvelle fois et j'ai dû constater, avec quelques personnes de liaison, que, de manière générale, de plus en plus de recrues souhaitent des entretiens. Afin d'être prêt pour l'ER d'été 2024, j'ai dû repasser par la case planification et mobiliser des conseillers sociaux de milice supplémentaires. La tendance à l'augmentation des entretiens s'est également manifestée durant l'été. Cela va maintenant être pris en compte dans la préparation de la planification des engagements pour 2025.

La planification de LAVORO se fait de manière autonome par la milice et est dirigée par le S3 (chef de l'engagement). Pour cela, il faut environ 16 à 20 conseillers sociaux de milice par jour (au total, il y

a deux jours d'atelier et un jour de préparation par début d'ER). Lors du début de l'ER 1 / 2024, 79 recrues ont participé à l'atelier et lors du début de l'ER 2 / 2024, 65 recrues y ont participé.

La planification de PRO IURE se fait à court terme, via la planification des engagements du SSA, où j'ai toujours fait appel à un spécialiste en cas de besoin. En 2024, 21 militaires ont reçu des conseils approfondis et uniques sur des questions juridiques.

Lors du cours d'état-major 2024, nous tenterons pour la première fois de faire planifier les engagements entièrement par la milice. Bien entendu, ils ont besoin, pour cela, de données telles que les effectifs, les informations des écoles de recrues et quelques travaux préparatoires, que je mettrai à leur disposition. Je surveillerai également la planification à distance et discuterai des éventuelles corrections à la fin avec la milice. Je suis très confiante dans le fait que nous pourrions ainsi réaliser la planification pour l'année suivante et que cela sera à l'avenir une tâche du S1, en collaboration avec deux spécialistes.

Comme je partirai à la retraite fin novembre 2024, j'espère vivement que mon successeur sera bien armé pour 2025 grâce à cette planification. Car je pense que le SSA, avec son concept d'engagement et la planification qui en découle, sera bien positionné pour l'avenir.

Je remercie chaleureusement toutes les personnes qui m'ont soutenue activement au cours des dernières années, afin que nous puissions mener à bien les missions du SSA. Je souhaite au SSA beaucoup de succès et de persévérance dans toutes ses tâches passionnantes.

Je m'annonce partante !

La fin probable du service militaire

Deborah Riesen

Il arrive parfois que le service militaire ne puisse être achevé comme prévu, ce qui amène les questionnements suivants : Quelles sont les conséquences lorsque ce service se termine pour des raisons de santé et à qui peuvent s'adresser les personnes concernées ? Les personnes qui tombent malades ou sont victimes d'un accident pendant leur service militaire peuvent demander du soutien et des conseils de la part du service social de l'armée (SSA). Les limitations de santé peuvent non seulement signifier la fin du service militaire, mais aussi affecter de nombreux autres aspects de la vie. C'est pourquoi, le soutien du SSA est évalué individuellement. Bien que la majorité des cas nécessitent seulement un accompagnement temporaire par le SSA, ce même accompagnement peut parfois durer toute la vie. Ce soutien peut être de nature financière, mais va généralement au-delà. Un accident ou une maladie pendant le service militaire peuvent perturber les perspectives d'avenir prévues et poser des défis considérables aux personnes concernées. Des obstacles administratifs supplémentaires pèsent souvent sur eux. Le SSA peut également aider dans ces cas-là, en apportant des clarifications concernant les assurances sociales.

Par exemple, une recrue qui a été libérée de l'école de recrue en raison d'une fracture de la jambe, se retrouvait sans formation achevée, sans réseau social et avec une dette à cinq chiffres. La fin du service militaire, associée à la perte des indemnités de l'assurance militaire, représentait un fardeau supplémentaire. La personne concernée s'est adressée au SSA pour demander de l'aide. Dans un premier temps, une demande d'indemnisation auprès de l'assurance militaire a été lancée, laquelle a commencé à verser des indemnités journalières. Comme celle-ci ne suffisait pas à couvrir les frais en raison d'un faible revenu avant le service, un budget a été établi et un soutien financier complémentaire a été fourni par le SSA. Par ailleurs, une orientation vers un service de conseil en désendettement civil a

été réalisée pour traiter la situation d'endettement à long terme. La personne a également été accompagnée et conseillée pour des questions administratives, notamment en matière d'assurance maladie, d'inscription à l'office régional de placement (ORP) et de contact avec le service social public. Grâce à l'accompagnement du SSA, différents aspects de la vie ont été clarifiés et, en raison de la récupération de sa santé, la personne concernée a pu reprendre son service militaire, une école de recrue plus tard.

Pour le SSA, peu importe que l'accident ou la maladie soit survenu récemment ou il y a plusieurs années. Toutes les personnes concernées peuvent trouver un interlocuteur auprès du SSA. C'est le cas par exemple d'un patient militaire qui, il y a 30 ans, a souffert d'un acouphène lors de l'obligation de tir. Ce patient a contacté le SSA de nombreuses années après l'incident, car l'assurance militaire ne pouvait couvrir que la moitié des frais d'un nouvel appareil auditif, selon son catalogue de prestations. Après avoir évalué la situation et échangé avec l'assurance militaire, le SSA a finalement pris en charge le montant restant, ce qui a été un grand soulagement pour le patient.

Mais ce ne sont pas seulement les patients militaires eux-mêmes qui peuvent être accompagnés par le SSA, leurs proches également, comme les parents, frères et sœurs, partenaires ou autres personnes proches. Par exemple, une assistante sociale du SSA accompagne non seulement un militaire ayant subi de graves blessures lors d'un accident de tir, mais aussi ses proches. Cela comprend la prise en charge de frais non couverts par l'assurance militaire, comme les billets de transport public pour les frères et sœurs et la petite amie. Le SSA prend également en charge le surclassement en chambre individuelle à l'hôpital pour que le militaire puisse se reposer et récupérer dans les meilleures conditions. Il est évident qu'un soutien financier ne suffit pas dans de tels cas graves. Le travail

de l'assistante sociale inclut également de nombreux échanges personnels avec le militaire et ses parents, l'organisation d'un soutien psychologique si nécessaire, et la coordination avec l'assurance militaire, la justice militaire et d'autres services impliqués. Souvent, il s'agit de soutenir les personnes concernées et leurs proches, financièrement, émotionnellement et socialement, afin de ne pas les laisser seuls face aux difficultés qu'ils rencontrent. Le SSA peut, dans ces situations, être un guide sur un chemin inconnu et semé d'embûches.

Pour assurer un suivi continu des patients militaires, le SSA a lancé en février 2024 le projet « Medizinische Entlassene » (Licenciés pour causes médicales). Dans le cadre de ce projet, les militaires libérés pour des raisons médicales sont contactés de manière proactive par e-mail. L'objectif est de les informer rapidement sur le soutien du SSA. Une libération médicale peut survenir de manière inattendue et entraîner diverses difficultés administratives, financières et sociales. Il est donc crucial que les personnes concernées ne soient pas laissées seules et puissent compter sur le soutien du SSA même après leur service militaire. Le SSA peut également fournir une aide financière, clarifier les droits aux prestations d'assurance et travailler avec les personnes concernées pour élaborer de nouvelles perspectives, afin de les réintégrer professionnellement et socialement. Il est donc essentiel de comprendre la situation des personnes concernées et de déterminer le type de soutien nécessaire. Pour beaucoup, il est déjà d'un grand soulagement de savoir que des professionnels du SSA sont là pour les aider à surmonter les obstacles qui se présentent.

Par exemple, une recrue qui a dû quitter l'école de recrue prématurément en raison d'une grande détresse psychologique s'est retrouvée confrontée à de nombreuses questions sans réponse. Une assistante sociale du SSA a discuté avec la recrue de la situation actuelle et l'a informée des étapes impor-

tantes à suivre : inscription à l'assurance militaire et échange avec la personne responsable, notification à l'assurance maladie de la fin du service militaire, ainsi que mise en place d'un traitement thérapeutique ultérieur. Le versement d'indemnités journalières par l'assurance militaire a d'abord apporté un soulagement financier considérable. Lorsque ces indemnités ont été interrompues après un certain temps, cela a provoqué une incertitude financière pour la personne concernée. Le SSA a alors établi un budget et a pu fournir un soutien temporaire jusqu'à l'inscription au service social public.

Les cas décrits montrent que les préoccupations et les circonstances des patients militaires et de leurs proches sont très variées. Les possibilités de soutien du SSA sont tout aussi diverses et ne laissent pas les personnes concernées seules dans des situations difficiles.

PRO IURE – un élément important de l'offre du SSA

of spéc (It col) Dieter Eglin, of droit à l'état-major spécialisé SSA

Depuis la période difficile de la pandémie, le service social de l'armée (SSA) propose, avec le projet PRO IURE, un conseil juridique fondé pour les questions juridiques spécifiques des militaires (mil). Pour ce faire, l'état-major spécialisé du SSA a formé une équipe établie de juristes qualifiés qui se charge des demandes juridiques des militaires. Les chiffres suivants prouvent qu'il existe un besoin en la matière : En 2023, pas moins de 469 cas concernant des problèmes juridiques ont été reçus, ce qui place cette matière au 6^e rang des 10 principaux thèmes de conseil, passant devant le thème des difficultés personnelles qui compte 420 cas.

Lorsqu'un client soulève une thématique juridique dans le cadre de l'entretien de conseil ordinaire, le conseiller social de milice compétent est, dans de nombreux cas, tout à fait en mesure de donner une réponse satisfaisante en raison de sa formation et de son expérience. Toutefois, si la complexité de la question juridique soulevée semble trop élevée ou si une clarification minutieuse prendrait trop de temps, le cas est transmis à un spécialiste de PRO IURE via le commandement du SSA. Celui-ci s'occupe ensuite de la demande en étant informé par le collaborateur civil du SSA en charge du cas sur l'affaire concrète et peut déjà se pencher à l'avance sur les questions juridiques à poser. En effet, des conseils juridiques solides nécessitent souvent une analyse et une évaluation approfondies des bases juridiques applicables. Par exemple, pour les questions relatives à l'obligation de l'employeur de continuer à verser le salaire, il faut régulièrement se référer non seulement aux dispositions du Code des obligations, mais aussi à celles de la convention collective de travail déterminante.

En règle générale, un entretien de conseil personnel et confidentiel a lieu rapidement entre le spécialiste de PRO IURE et le militaire. A cette occasion, le client est prié d'apporter ou de faire parvenir

à l'avance les documents dont il dispose au rendez-vous fixé, car un conseil juridique fondé suppose que le conseiller soit parfaitement au courant de l'état du dossier. Fidèle aux principes du SSA, l'entretien de conseil a pour but d'aider le militaire à résoudre ses problèmes juridiques, de lui proposer des solutions viables et de lui expliquer les avantages et les inconvénients des différentes procédures. Comme l'entretien doit être approfondi et mené dans le calme, le spécialiste de PRO IURE peut prendre le temps nécessaire pour une discussion approfondie, de sorte qu'il n'est pas rare que les consultations juridiques durent une heure ou plus. En effet, le militaire pose souvent de nombreuses questions auxquelles il souhaite obtenir des réponses, qui nécessitent de la minutie et de la patience. Outre des conseils et des recommandations pratiques, le client reçoit parfois une proposition concrète de texte pour une lettre à adresser à l'autorité compétente ou à la partie adverse, que le mil peut présenter en son propre nom et qui le décharge de la tâche laborieuse de la formulation.

L'assistance de PRO IURE prend généralement fin avec cet entretien de conseil, même si de brefs entretiens ultérieurs par téléphone ou par e-mail sont tout à fait possibles. Des prestations supplémentaires substantielles sont toutefois exclues, car l'offre élargie du SSA ne vise pas à concurrencer la profession d'avocat. Ainsi, aucune requête n'est rédigée au nom du SSA pour le militaire concerné et le spécialiste de PRO IURE ne se charge en aucun cas d'une quelconque représentation juridique pour le client.

L'offre de prestations de PRO IURE n'est volontairement pas limitée à certains domaines juridiques, mais s'oriente vers les besoins individuels du militaire concerné. Les questions juridiques suivantes occupent principalement les juristes de PRO IURE, mais cette liste n'est pas exhaustive :



- Durée et montant de l'obligation de l'employeur de continuer à verser le salaire pendant le service militaire ;
- Protection contre le licenciement par l'employeur en raison du service militaire et durant ce dernier ;
- Protection contre la résiliation du contrat de bail et procédure contre les loyers excessifs du bailleur ;
- Comportement à adopter face à la menace d'une contribution d'entretien en cas de paternité ;
- Procédure à suivre en cas d'ouverture d'une procédure pénale, par exemple en cas d'infraction au code de la route, de dommage à la propriété, de menace ou de contrainte reprochées ;
- Comportement en cas de poursuites reçues ou imminentes ;
- Droit au soutien de l'aide sociale publique après la fin du service militaire.

Il arrive parfois que des questions juridiques exigeantes concernant le droit aux APG soient posées et nécessitent une clarification plus approfondie. PRO IURE s'est ainsi penché de manière approfondie sur la question de savoir à qui reviennent les APG (à l'employeur ou à la personne qui fait du service) lorsque le militaire travaille à 80 %, qu'il a congé un jour fixe de la semaine et que l'engagement militaire tombe justement ce jour-là. Certes, dans la plupart des rapports de travail, la loi prévoit que l'APG soit versée à l'employeur, même si le militaire accomplit son service militaire pendant son temps libre. Toutefois, à y regarder de plus près, il faut considérer comme choquant que l'employeur bénéficie d'APG pour des périodes durant

lesquelles le collaborateur accomplit des services militaires en dehors du temps de travail convenu. En effet, dans de telles constellations, il n'y a ni dommage ni autre préjudice pour l'employeur, mais uniquement pour le collaborateur, dans la mesure où celui-ci effectue un service militaire aux frais de son temps libre. Pour ces raisons, il faudrait à l'avenir, lors de l'élaboration des dispositions légales et des contrats de travail, faire en sorte que l'APG profite au militaire chaque fois que le service militaire a lieu pendant le temps libre.

Les multiples services de PRO IURE visent à proposer à tous les militaires une offre à bas seuil et non bureaucratique pour un soutien rapide, efficace et sur mesure dans tous les domaines juridiques. Comme les problèmes juridiques sont souvent liés à des conséquences personnelles ou financières importantes, ils peuvent susciter de grandes inquiétudes chez le client concerné et avoir un impact considérable sur son moral. En s'engageant à clarifier les questions juridiques, le SSA apporte donc une contribution importante au bien-être des militaires et à la maîtrise des situations difficiles. Comme seuls des militaires sans soucis sont dotés d'une énergie et d'une motivation suffisantes, l'offre de conseils juridiques sert aussi indirectement à l'accomplissement des prestations et à la réalisation des objectifs fixés pour les écoles et les cours militaires. Enfin, PRO IURE contribue à augmenter la présence et la visibilité du SSA et à le renforcer en tant que centre de compétences complet pour les problèmes de toutes sortes, rencontrés par les militaires.

Le service social de l'armée : un soutien compétent et une formation enrichissante

of spéc (maj) Florian Binder, of spéc (cap) Sandrine Freymond

Le service social de l'armée (SSA) se distingue par son rôle de soutien essentiel aux militaires confrontés à des situations difficiles. Parmi ses missions majeures figure la formation de stagiaires en travail social. Ces derniers apportent non seulement leur contribution active, mais bénéficient également d'un aperçu unique d'un environnement professionnel singulier.

Un stage riche en responsabilités

Un stage au SSA va bien au-delà d'un simple stage d'orientation. Il constitue une immersion pratique dans un domaine professionnel exigeant. Les stagiaires bénéficient d'une formation ciblée leur permettant de maîtriser les spécificités de l'armée, qu'il s'agisse de sa structure organisationnelle ou des défis particuliers auxquels sont confrontés les militaires. Une des composantes centrales de leur activité est le traitement des problématiques liées au droit des assurances sociales et au droit du travail. Cela inclut, par exemple, l'étude des prestations de l'assurance militaire ou la conciliation entre service militaire et obligations professionnelles. Les stagiaires sont formés à développer des solutions à la fois juridiquement solides et concrètement applicables.

Une diversité de tâches au quotidien

Le quotidien des stagiaires est rythmé par des missions variées. En plus de leur rôle de conseil, ils examinent avec rigueur les demandes d'aide financière, souvent vitales pour les militaires en difficulté économique. Ces évaluations sont réalisées dans le respect des directives tout en tenant compte des réalités individuelles des demandeurs.

Par ailleurs, ils interviennent dans l'accompagnement psychosocial, abordant des questions personnelles et familiales. Conflits familiaux, défis

du quotidien ou gestion de crises : ces échanges nécessitent des connaissances techniques pointues, mais aussi une forte empathie et une grande sensibilité.

Un tremplin pour l'avenir

Le stage au SSA représente une opportunité de développement tant professionnel que personnel. Les participants enrichissent leurs connaissances juridiques et sociales, renforcent leurs compétences méthodologiques à travers le traitement de cas concrets et développent leurs aptitudes interpersonnelles au contact direct de personnes confrontées à des situations de vie complexes. Cette expérience leur permet de mieux appréhender les valeurs fondamentales de solidarité et de respect. En soutenant les militaires, ils contribuent activement à leur bien-être, tout en se préparant à devenir des professionnels compétents et engagés.

Ensemble pour un avenir solide

La formation des nouvelles générations est au cœur de la mission du SSA. Les stagiaires insufflent une énergie nouvelle, enrichissent l'équipe par leurs perspectives novatrices et leurs savoirs actualisés. En retour, ils bénéficient de l'expertise des collaborateurs expérimentés.

Ce cercle vertueux ne serait pas possible sans le soutien indispensable de nos donateurs. Leur générosité contribue non seulement à garantir un accompagnement de qualité pour les membres de l'armée, mais aussi à préparer une relève compétente et passionnée.

Ensemble, nous construisons un service social de l'armée fort, fiable et tourné vers l'avenir.

Mon stage de Haute-Ecole au service social de l'armée (SSA)

Nursen Gozübüyük, stagiaire haute école en travail social, du 01.03.2024 au 31.08.2024

Dans le cadre de ma formation de Bachelor, je dois effectuer une formation pratique d'une durée de 6 mois. Suite à mon premier stage dans un service social régional, j'avais la volonté d'effectuer cette deuxième et dernière période de formation dans un cadre qui diffère des structures sociales traditionnelles. Malgré l'absence d'expérience militaire préalable, l'envie d'effectuer un stage au sein de ce service s'est gravée en moi. Ce désir était alimenté par la curiosité de découvrir une nouvelle population, l'envie de sortir de ma zone de confort et, surtout, le besoin d'enrichir mes connaissances. Ce stage représentait donc une occasion unique de développer une nouvelle perspective sur le travail social.

Le premier mois au sein du service social de l'armée (SSA) a été essentiel. J'ai eu l'opportunité de suivre plusieurs formations dispensées par différents assistants sociaux sur les diverses assurances sociales, telles que les allocations perte de gain (APG), l'assurance militaire, etc. J'ai particulièrement apprécié l'incertitude de chaque appel : on ne sait jamais qui appellera, ni quelle sera la problématique. On peut être amené à apporter une aide financière liée à une baisse de revenus ou à répondre à des questions touchants différents domaines, tels que les assurances, les impôts, le service militaire etc. Je retiens donc de mon expérience à la hotline un apprentissage constant, car les questions des militaires varient et sont parfois très spécifiques à leur situation.

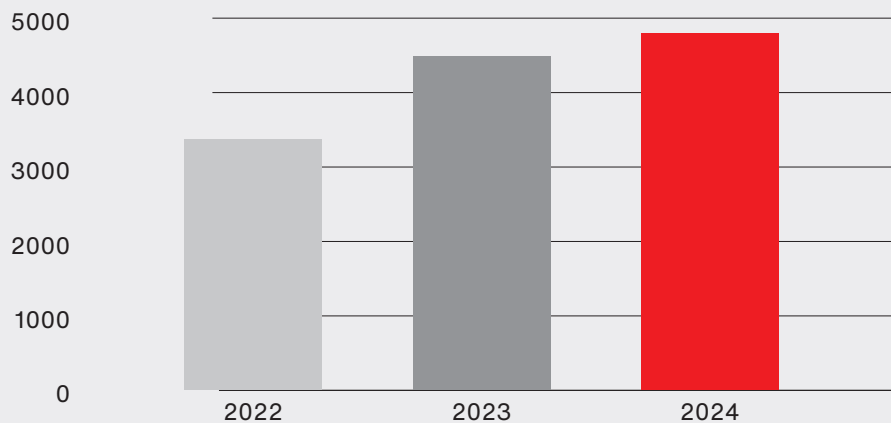
Ce stage a été une expérience forte car j'ai pu travailler avec une population dont j'étais loin d'imaginer le quotidien. Cela m'a demandé d'enrichir mes connaissances liées au contexte militaire, mais également de faire preuve d'adaptabilité. En effet, le milieu militaire est hors du commun et j'en

ai pris conscience dès l'un de mes premiers entretiens téléphoniques avec un militaire. Cet appel a dû être repoussé, car il se trouvait dans un stand de tir. Par ailleurs, un des avantages de travailler au sein du service social de l'armée a été, selon moi, la possibilité de voyager fréquemment à travers la Suisse. Une expérience unique que l'on ne retrouve pas dans un service social traditionnel. En effet, j'ai eu l'occasion, avec ma formatrice Sandrine Freymond, de me déplacer directement en caserne pour mener des entretiens. Cette proximité avec le terrain m'a fait prendre conscience que les enjeux du travail social en milieu militaire sont souvent bien différents de ceux des services sociaux classiques. En tant que future assistante sociale, cette expérience a été très formatrice, car elle m'a appris à gérer des situations imprévues, à interagir avec des personnes dans des contextes inhabituels, et à renforcer ma capacité d'écoute et d'analyse.

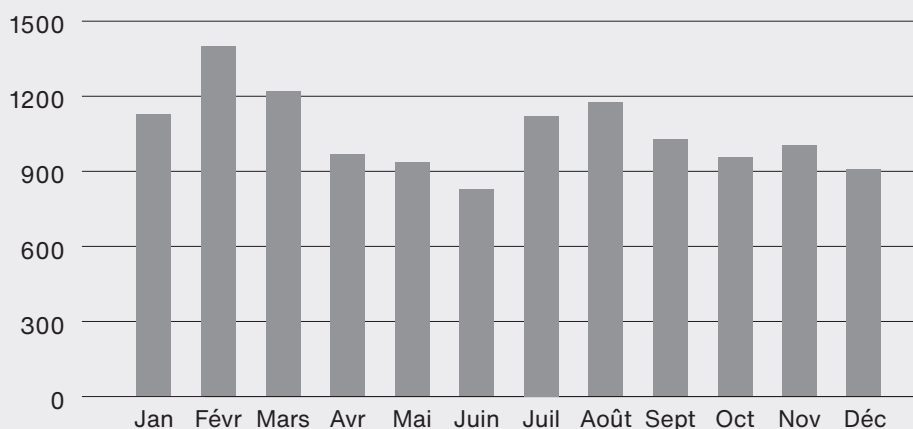
Je tiens à remercier toute l'équipe, et plus particulièrement ma formatrice Sandrine Freymond ainsi que le chef du Domaine SSA Diego Kesseli, qui ont toujours été à mon écoute et m'ont soutenue tout au long de ce parcours. J'ai pu faire mes expériences dans un cadre pédagogique, tout en bénéficiant d'un accompagnement bienveillant. Selon moi, la solidarité et la confiance que chacun accorde à l'autre constituent l'une des forces du SSA. Cette dynamique permet la reconnaissance de notre travail notamment par les militaires, à travers leurs remerciements. Personnellement, cette expérience a été une véritable opportunité pour évoluer et affirmer ma posture professionnelle. Je me lance ainsi dans la vie active avec plus de sérénité et un bagage expérientiel riche et diversifié.

Contacts 2022–2024

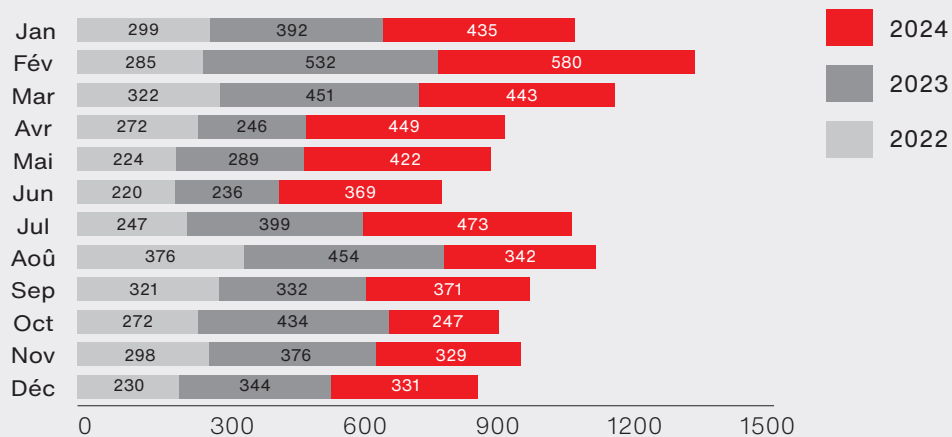
Cas | Année



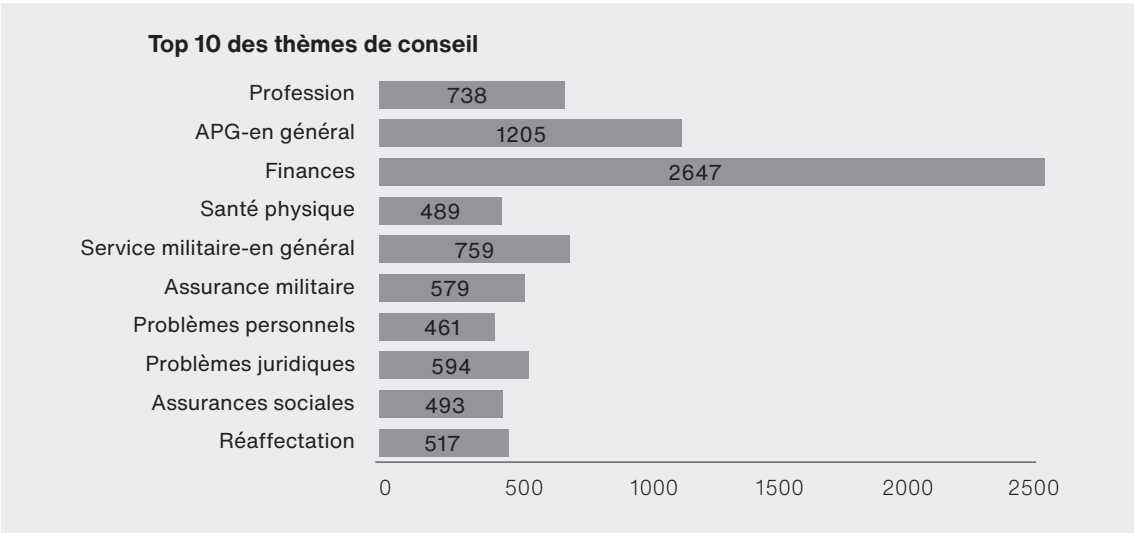
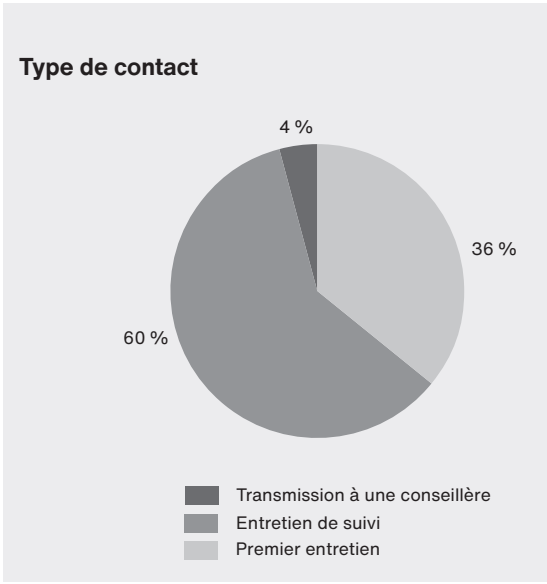
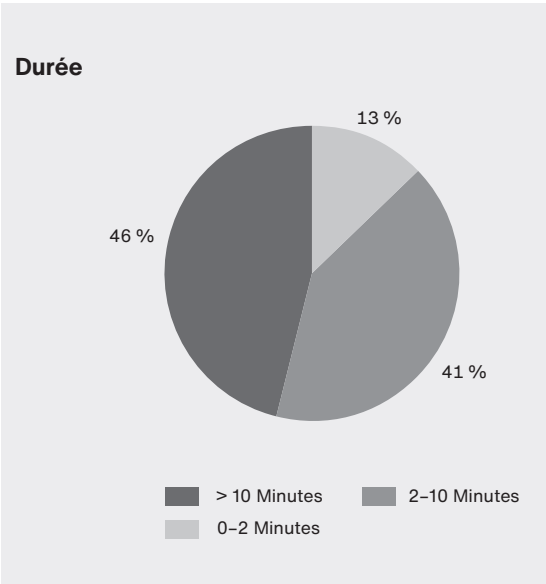
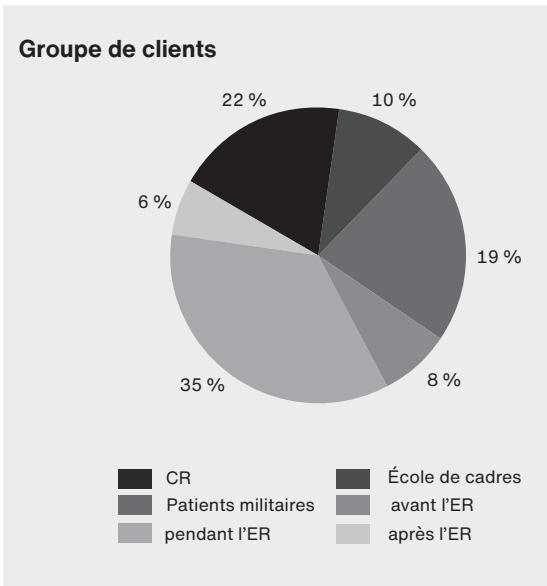
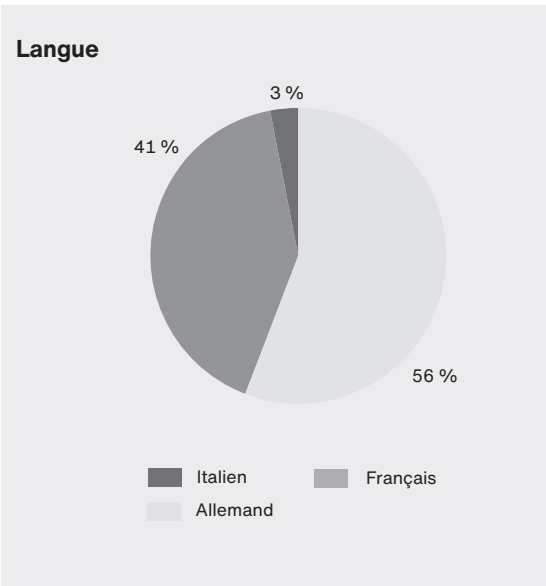
Cas | Mois | cumulé



Cas | Année | cumulé



Contacts 2024

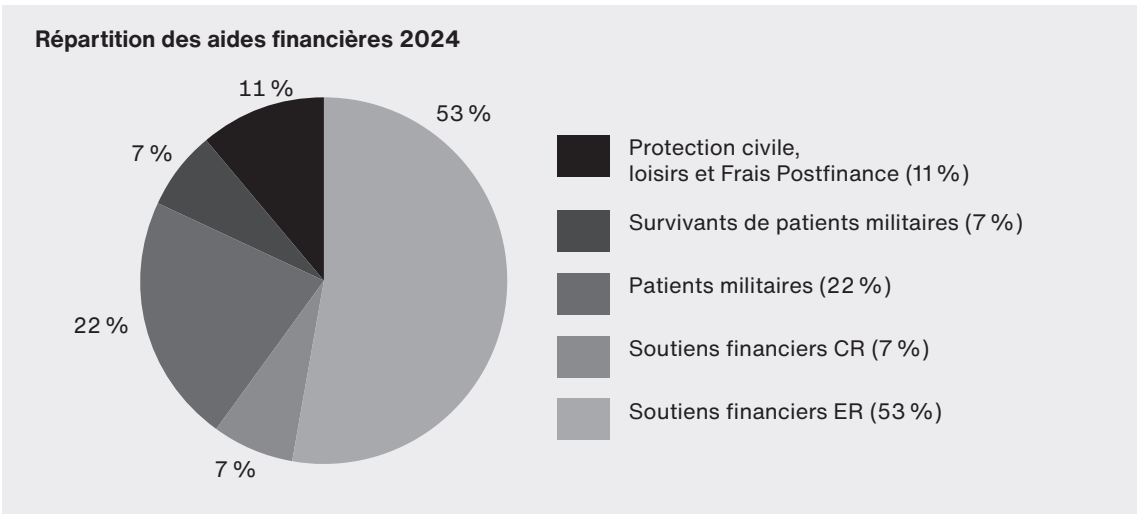
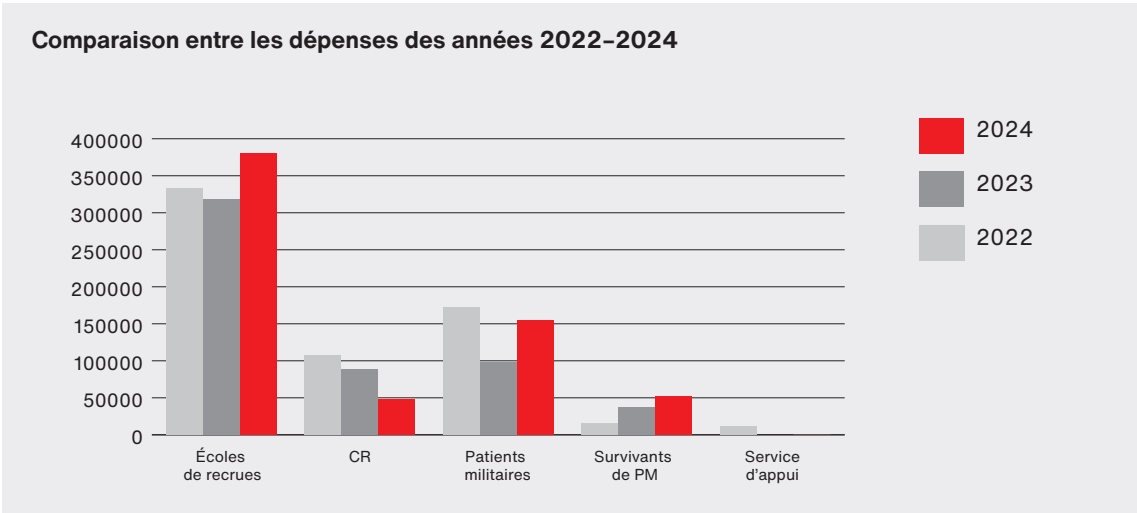
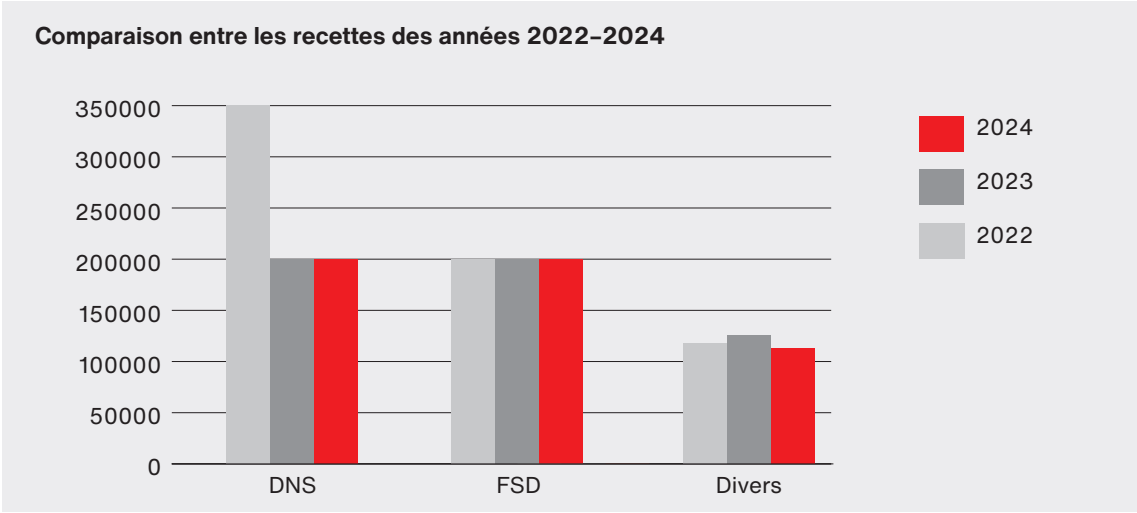


Comptes / Budget

Recettes	Comptes 2023	Budget 2024	Comptes 2024	Budget 2025
Don national pour nos soldats et leurs familles (DNS)	200 000.00	250 000.00	250 000.00	350 000.00
Fonds social pour la défense et la protection de la population constitué : – Eidg. Winkelriedstiftung – Fonds Baron de Grenus – Fonds Geschw. Pitschi – Fonds Rätzer	200 000.00	200 000.00	200 000.00	250 000.00
Fondation Général Henri Guisan	25 000.00	25 000.00	25 000.00	25 000.00
Fondation Rudolf Pohl	0.00	0.00	0.00	0.00
Recettes diverses (Fondations cantonales Winkelried, intérêts, remboursements, dons, excédents des années précédentes) *	125 772.00	115 000.00	113 276.45	121 000.00
Total recettes	550 772.00	590 000.00	588 276.45	746 000.00
Dépenses				
Soutiens financiers ER	318 334.40	350 000.00	379 935.05	350 000.00
Soutiens financiers CR	87 864.60	100 000.00	48 210.11	75 000.00
Protection civile	2 596.90	1 000.00	0.00	1 000.00
Patients militaires (PM)	98 616.20	100 000.00	154 099.69	175 000.00
Survivants de PM	37 172.60	20 000.00	51 968.72	60 000.00
Loisirs dans les écoles et les cours	10 354.82	13 000.00	10 912.65	24 000.00
Frais Postfinance	271.23	1 000.00	237.39	1 000.00
Prévention	7 416.31	15 000.00	19 454.03	10 000.00
Pertes sur débiteurs	20 378.10	0.00	47 969.25	0.00
Total dépenses	583 005.16	600 000.00	712 786.89	696 000.00
Corrections de la valeur	15 000.00		37 575.30	
Excédent de dépenses	-47 233.16	10 000.00	-162 085.74	
Excédent de recettes				50 000.00

* 2024 = Kant. Winkelriedstiftungen : ZH 40 000.- ; BE 55 000.- ; LU 5 000.- ; TG 6 000.- ; Oberwallis 5 000.- ; Stiftung Ponte 10 000.-.

Nous remercions cordialement tous nos généreux donateurs pour l'aide financière qu'ils nous ont apportée durant l'année 2023. Les militaires dans le besoin sont très reconnaissants de cette aide !



Aides financières par canton

Canton	ER		CR		Total		
	Militaire	Montant CHF	Militaire	Montant CHF	Militaire	Montant CHF	Pourcentage
AG	16	36 682.10	2	805.00	18	37 487.10	8.76 %
AI	0	0.00	0	0	0	0.00	0.00 %
AR	1	1 813.50	0	0.00	1	1 813.50	0.42 %
BE	33	52 358.95	6	9 539.05	39	61 898.00	14.46 %
BL	2	3 550.45	0	0.00	2	3 550.45	0.83 %
BS	6	18 117.75	0	0.00	6	18 117.75	4.23 %
FR	8	18 107.55	0	0.00	8	18 107.55	4.23 %
GE	19	20 153.20	7	6 939.28	26	27 092.48	6.33 %
GL	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0.00 %
GR	6	10 954.25	0	0.00	6	10 954.25	2.56 %
JU	1	4 700.00	0	0.00	1	4 700.00	1.10 %
LU	10	9 951.60	1	2 126.65	11	12 078.25	2.82 %
NE	9	12 256.75	1	500.00	10	12 756.75	2.98 %
NW	1	1 790.35	1	-3 395.50	2	-1 605.15	-0.37 %
OW	0	0.00	0	0	0	0.00	0.00 %
SG	8	15 252.90	3	6 354.60	11	21 607.50	5.05 %
SH	0	0.00	0	0.00	0	0.00	0.00 %
SO	8	9 442.95	1	1 569.00	9	11 011.95	2.57 %
SZ	1	3 300.80	0	0.00	1	3 300.80	0.77 %
TG	7	12 180.50	1	500.00	8	12 680.50	2.96 %
TI	5	8 116.00	1	1 040.00	6	9 156.00	2.14 %
UR	2	6 658.40	1	4 389.05	3	11 047.45	2.58 %
VD	39	55 715.70	10	7 252.10	49	62 967.80	14.71 %
VS	9	15 580.75	3	7 623.95	12	23 204.70	5.42 %
ZG	2	6 067.00	1	1 267.20	3	7 334.20	1.71 %
ZH	21	57 183.60	4	1 699.73	25	58 883.33	13.75 %
Total	214	379 935.05	43	48 210.11	257	428 145.16	100.00 %

Répartition	en CHF
Aides au loyer	328 814.00
Inaptitude au placement	6 256.70
Contributions aux frais d'études	1 660.00
Primes caisse maladie	3 584.40
Soutiens financiers en général	44 562.86
En attente de l'APG	18 207.00
Aides uniques	7 267.00
Garde d'enfants	526.00
Famille d'accueil	16 000.00
Cas de rigueur	1 267.20

Dépenses pour l'aide 1918–2024

Année	Total annuel	Dont pour ER	Dont pour les CR, patients militaires et survivants	Total général 1918–2024
	CHF	CHF	CHF	CHF
1918–1945	1 211 177.45	12 791.35		21 138 446.60
1950	621 884.10	42 757.85		25 133 512.90
1955	546 738.05	79 892.50		28 415 731.85
1960	633 299.70	101 170.65		31 424 135.35
1965	648 717.50	201 088.85		34 827 740.35
1970	665 942.15	364 279.50		38 274 136.65
1975	636 022.40	413 018.05	223 004.35	42 159 769.30
1980	515 231.25	343 971.60	171 259.65	44 501 034.80
1985	602 005.90	378 200.65	223 805.25	47 392 382.85
1990	698 567.90	405 688.40	292 879.50	50 657 251.30
1995	1 578 573.95	1 156 388.20	422 185.75	57 476 719.00
2000	2 844 990.95	2 314 128.75	530 862.20	70 792 467.30
2005	2 847 716.00	2 023 361.95	824 354.05	86 813 808.15
2010	2 100 767.15	1 224 778.45	875 988.70	98 025 927.85
2011	2 262 539.45	1 510 878.10	751 661.35	100 288 467.30
2012	1 983 308.90	1 163 633.35	819 675.55	102 271 776.20
2013	1 570 016.10	988 100.60	581 915.50	103 841 792.30
2014	1 397 709.86	871 483.80	526 226.06	105 239 502.16
2015	1 526 454.70	961 566.20	564 888.50	106 765 956.86
2016	1 745 755.45	1 161 208.65	584 546.80	108 511 712.31
2017	1 132 939.35	700 416.40	432 522.95	109 644 651.66
2018	649 866.95	311 140.95	338 726.00	110 294 518.61
2019	1 096 882.24	554 126.16	542 756.08	111 391 400.85
2020	1 178 038.10	515 043.45	662 994.65	112 569 438.95
2021	860 750.91	410 429.70	450 321.21	113 430 189.86
2022	674 312.65	332 495.75	341 816.90	114 104 502.51
2023	583 005.16	318 334.40	264 670.76	114 687 507.67
2024	712 786.89	379 935.05	332 851.84	115 400 294.56

Patients militaires et survivants

Clients	Clients	Assistance seulement	Total
Patients militaires	37	77	114
Survivants	11	3	14
Ensemble	48	80	128

Année	Patients militaires	Survivants	Total
2014	75	18	93
2015	83	15	98
2016	73	12	85
2017	71	12	83
2018	78	9	87
2019	83	16	99
2020	94	15	109
2021	79	14	93
2022	106	13	119
2023	111	9	120
2024	114	14	128

Aides financières par ER et CR

Aides par ER

Année	1. Départ			2. Départ			3. Départ			Total	en pourcentage
	Conseil	Financier	Total	Conseil	Financier	Total	Conseil	Financier	Total		
2014	325	169	494	305	142	447	359	151	510	1 451	7 %
2015	305	169	474	283	129	412	379	182	561	1 447	7 %
2016	298	214	512	317	149	466	359	144	503	1 481	7 %
2017	341	139	480	282	157	439				919	5 %
2018	502	127	629	396	117	513				1 142	6 %
2019	439	154	593	472	119	591				1 184	6 %
2020	506	173	679	526	124	650				1 329	7 %
2021	653	143	796	672	85	757				1 553	7 %
2022	571	103	674	533	94	627				1 301	7 %
2023	678	108	786	519	79	598				1 384	7 %
2024	806	97	903	599	105	704				1 607	9 %

Aides par CR

Année	Conseils	Aides financières	Total
2014	130	58	188
2015	107	63	170
2016	103	68	171
2017	89	62	151
2018	60	67	127
2019	88	98	186
2020	117	50	167
2021	43	26	69
2022	64	38	102
2023	54	43	97
2024	129	43	172

Organisation des loisirs

Dans les écoles et les cours militaires (divertissements musicaux et exposés instructifs, contributions aux frais d'infrastructure, expositions, etc.)

Année	Total
2014	25 103.41
2015	9 065.50
2016	6 241.20
2017	3 564.00
2018	5 440.25
2019	12 168.68
2020	37 244.95
2021	20 693.81
2022	24 796.75
2023	10 354.82
2024	10 912.65

Recrues suisses provenant de l'étranger

- Les recrues suisses de l'étranger reçoivent un paquet de provisions de la part du service social de l'armée (SSA), au début de leur école de recrue (ER).
- Le SSA est responsable du projet des familles d'accueil et trouve, si besoin, des chambres de libres pour les recrues suisses de l'étranger.

Année	1. Départ ER	2. Départ ER	3. Départ ER	Total
2014	22	21	21	64
2015	14	27	37	78
2016	12	18	33	63
2017	30	26	0	56
2018	26	0	0	26
2019	39	41	0	80
2020	38	40	0	78
2021	30	39	0	69
2022	45	35	0	80
2023	43	29	0	72
2024	48	34	0	82

Lessive du soldat Münsingen

Nombre de boîtes à linge traitées et frais occasionnés. Les frais sont à la charge du DNS.

Année	Nombre de boîtes	Frais
2014	13 635	392 868.00
2015	15 890	433 546.00
2016	13 367	350 133.00
2017	12 828	350 047.85
2018	9 889	265 832.50
2019	8 680	225 467.65
2020	10 302	285 034.50
2021	8 085	228 755.10
2022	4 358	125 444.10
2023	3 875	104 750.75
2024	5 201	152 002.25

Linge de corps : remise aux militaires

Remise par Cevi Militär Service, Zurich. Frais à la charge du DNS.

Année	Total
2013	18 790.00
2014	19 506.00
2015	22 602.00
2016	13 083.00
2017	5 196.30
2018	3 674.20
2019	2 856.05
2020	3 164.70
2021	2 350.00
2022	1 793.00
2023	5 503.00
2024	5 687.80





